

Distribution: Restreinte

EB 98/63/R.24

25 mars 1998

Original: Anglais

Point 8 a) de l'ordre du jour

Français



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-troisième session

Rome, 22-23 avril 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRESIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT LE FINANCEMENT DE

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

POUR

LA RECHERCHE AGRICOLE ET LA FORMATION

MENEES PAR DES

CENTRES INTERNATIONAUX BENEFICIAINT DU SOUTIEN DU GCRAI



TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
PREMIERE PARTIE - INTRODUCTION	1
DEUXIEME PARTIE - RECOMMANDATION	2
ANNEXES	
I. Institut international de recherche sur le bétail (ILRI): programme d'approche intégrée des méthodes de lutte antiparasitaire et d'évaluation de leurs effets sur la production agricole, la qualité de vie et les ressources naturelles dans les régions d'Afrique où règne la mouche tsé-tsé - Phase II (1998-2000)	3
II. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI): les perspectives de développement dans le secteur non agricole: examen des problèmes et des options en Asie	9



SIGLES ET ACRONYMES

CIRDES	Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide
DAT	Don d'assistance technique
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICIPE	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ILRI	Institut international de recherche sur le bétail
NARS	Systèmes nationaux de recherche agricole
ONG	Organisation non gouvernementale
OUA-IBAR	Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Organisation de l'unité africaine
RTTCP	Programme régional de lutte contre la mouche tsé-tsé et la trypanosomiase



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRESIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT LE FINANCEMENT DE
DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA RECHERCHE AGRICOLE
ET LA FORMATION MENEES PAR DES
CENTRES INTERNATIONAUX BENEFICIANT DU SOUTIEN DU GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant un engagement de financement de dons d'assistance technique en faveur de la recherche agricole et de la formation menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, d'un montant de 1 150 000 USD.

PREMIERE PARTIE - INTRODUCTION

1. Dans le présent rapport, il est recommandé que le FIDA apporte un appui au programme de recherche et aux activités de formation de deux centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI: l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

2. Les documents des dons d'assistance technique (DAT) soumis au Conseil d'administration pour approbation sont présentés en annexe.

I. Institut international de recherche sur le bétail (ILRI): Programme d'approche intégrée des méthodes de lutte antiparasitaire et d'évaluation de leurs effets sur la production agricole, la qualité de vie et les ressources naturelles dans les régions d'Afrique où règne la mouche tsé-tsé - Phase II (1998-2000)

II. Institut de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI): Les perspectives de développement dans le secteur non agricole: examen des problèmes et des options en Asie

3. Les objectifs et la teneur de ces programmes de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique et aux critères de son programme de dons d'assistance technique pour la recherche agricole et la formation.

4. Les objectifs stratégiques de l'appui du FIDA à la recherche et à la formation portent sur: a) les groupes cibles du FIDA et les stratégies de sécurité alimentaire qu'ils emploient, notamment dans les zones agro-écologiques reculées à faible rendement; b) les techniques qui s'inspirent des systèmes traditionnels font place aux femmes, renforcent et diversifient le potentiel de production des exploitations aux ressources insuffisantes en améliorant la productivité et en éliminant les goulets d'étranglement; c) l'accès aux biens de production (terre et eau, services financiers, main-d'oeuvre et technique, notamment techniques indigènes) et gestion durable et rentable de ces ressources; d) un cadre directeur qui incite les ruraux pauvres à atteindre des niveaux de productivité plus élevés les rendant ainsi moins dépendants des transferts; et e) un cadre institutionnel efficace dans lequel les institutions officielles et informelles, publiques et privées, locales et nationales assurent des services aux personnes vulnérables sur le plan économique selon leurs avantages comparatifs. Dans ce cadre, le FIDA a aussi l'intention de mettre au point des méthodes de lutte contre la pauvreté rurale axées



sur les produits en ciblant spécifiquement ceux que produisent et consomment les ruraux pauvres. Enfin, la mise en place d'un réseau consolidé de collecte et de diffusion des connaissances renforcera la capacité du Fonds à établir des liens stratégiques à long terme avec ses partenaires de développement et à amplifier les effets de son programme de recherche agricole et de formation.

5. Les DAT proposés dans le présent document répondent aux objectifs stratégiques énumérés ci-dessus. Le programme de l'ILRI cherche à répondre aux objectifs stratégiques b), d) et e) en mettant à l'essai et entérinant une stratégie de lutte durable contre la mouche tsé-tsé et la maladie qu'elle véhicule, à savoir la trypanosomiase. L'ILRI formera des alliances stratégiques avec des membres de la communauté de recherche et développement afin de lancer une recherche participative et adaptative permettant d'évaluer de nouvelles stratégies de lutte et de développer des options durables pour éliminer un des obstacles majeurs à la production animale en Afrique. Bien qu'il réponde à tous les objectifs énumérés ci-dessus, le don de l'IFPRI répondra plus précisément aux objectifs stratégiques c), d) et e) puisqu'il a pour but de dégager les possibilités d'améliorer les revenus des paysans en créant des emplois hors exploitation et de contribuer à la stratégie de crédit que le Fonds a mise en place dans la région par un renforcement de la conception de projets dans le secteur non agricole.

DEUXIEME PARTIE - RECOMMANDATION

6. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons d'assistance technique proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'approche intégrée des méthodes de lutte antissommeuse et d'évaluation de leurs effets sur la production agricole, la qualité de vie et les ressources naturelles dans les régions d'Afrique où règne la mouche tsé-tsé - Phase II (1998-2000), accordera un don ne dépassant pas neuf cent mille dollars des États-Unis (900 000 USD) à l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie les perspectives de développement dans le secteur non agricole: examen des problèmes et des options en Asie, accordera un don ne dépassant pas deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (250 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan



INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE BETAİL (ILRI): PROGRAMME D'APPROCHE INTEGREE DES METHODES DE LUTTE ANTISOMMEILLEUSE ET D'EVALUATION DE LEURS EFFETS SUR LA PRODUCTION AGRICOLE, LA QUALITE DE VIE ET LES RESSOURCES NATURELLES DANS LES REGIONS D'AFRIQUE OU REGNE LA MOUCHE TSE-TSE - PHASE II (1998-2000)

I. GENERALITES

1. La trypanosomiase transmise par la mouche tsé-tsé constitue l'obstacle principal au développement de l'élevage dans les régions subhumides de l'Afrique subsaharienne. Pour maîtriser la trypanosomiase de manière durable, il faut mettre en place des stratégies de lutte antivectorielle et antiparasitaire. Ces stratégies devront en outre se fonder sur une évaluation approfondie des aspects déterminants de la lutte en tant qu'ils influent sur la production animale, l'environnement et la qualité de vie des paysans africains.

2. La phase I du programme, lancée à l'initiative de l'ILRI et financée par le FIDA s'est déroulée entre janvier 1995 et décembre 1997. Le programme a évalué l'adoption et l'utilisation des méthodes de lutte contre la trypanosomiase et leurs résultats sur les groupes cibles du FIDA en Afrique orientale, occidentale et australe. Il a mobilisé des compétences techniques qu'il a appliquées à de nombreuses méthodes de lutte contre la trypanosomiase, à la production animale et aux méthodes participatives permettant d'effectuer le suivi de l'impact socio-économique et environnemental. Des études de cas pluridisciplinaires menées au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya et au Zimbabwe ont démontré, entre autres, la capacité des communautés rurales à s'organiser pour mettre au point des prototypes de pièges à mouches tsé-tsé ainsi que la volonté des communautés en question de financer des méthodes efficaces de lutte ainsi que des moyens de traitement. Elles ont également prouvé que la lutte antivectorielle peut générer pour les paysans des bénéfices presque 10 fois supérieurs au coût total de leur mise en place. L'évaluation préliminaire des répercussions sur les ressources naturelles a révélé des coûts faibles à court terme, mais seule une évaluation à long terme permettra de définir la durabilité des méthodes de lutte en question. La phase II tirera profit des enseignements de la phase I et se concentrera davantage sur l'accès des paysans aux méthodes de lutte et sur leur durabilité.

II. PROGRAMME DE RECHERCHE PROPOSE

3. Le programme de trois ans a pour vocation d'évaluer l'efficacité, l'impact et la durabilité des diverses méthodes de lutte contre la maladie du sommeil et de mettre au point des outils d'aide à la décision permettant de mieux la maîtriser. À court terme, les objectifs sont: a) d'évaluer les facteurs influençant l'adoption, l'efficacité, le financement et la gestion des stratégies de lutte contre la maladie; b) de déterminer les facteurs influençant la structure et l'efficacité des systèmes de distribution des intrants en matière de lutte contre les vecteurs et la maladie; c) d'extrapoler au niveau national, régional et continental les résultats obtenus dans des sites donnés; et d) de mettre au point des outils d'aide à la décision pour une meilleure conception des stratégies de lutte contre la trypanosomiase.

4. Le programme de recherche proposé comprendra les composantes suivantes, assorties des activités qui leur sont associées:



Test participatif et validation de méthodes durables de lutte contre la mouche tsé-tsé

5. Forte des résultats obtenus par la recherche menée en divers endroits d'Afrique orientale avec le soutien du FIDA, la phase II proposée fusionnera les informations et les résultats des analyses effectuées à ce jour et tentera de livrer et de valider une analyse définitive des stratégies de lutte intégrée appliquées jusqu'à présent. Le programme de recherche, coordonné par le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) entreprendra une étude approfondie sur l'adoption par les communautés d'un ensemble exhaustif de méthodes de lutte reposant principalement sur la technique des pièges Nguruman et les autres stratégies de lutte qui lui sont associées, telle que la méthode reposant sur l'attraction et la répulsion à l'aide de répulsifs et de pièges olfactifs. On s'attachera particulièrement à étendre l'application des résultats prometteurs de la recherche menée sur le terrain par l'ICIPE à Mbita Point (Kenya) sur les produits attractifs, les répulsifs et les appâts en fonction des différentes espèces glossiniennes et des différentes zones agro-écologiques. Cette composante évaluera la volonté d'adoption des paysans et leur capacité à gérer les techniques de piégeage - moyennant la démonstration de la construction et de l'entretien des pièges - le potentiel des paysans à acheter d'autres traitements, dépôts dorsaux *pour on* et produits pharmaceutiques, ainsi que les questions techniques et institutionnelles relatives à une adoption à long terme de ces techniques. Cette recherche adaptative de terrain sera menée au sein de différentes communautés: nomades, transhumantes et sédentaires, et prendra en compte des questions relatives à la durabilité ainsi que des mesures visant à réduire le risque d'un mauvais suivi une fois que les paysans se seront engagés dans des activités de production agricole ou animale à la suite d'une diminution du nombre des mouches tsé-tsé.

6. Le test de la technique de piégeage des mouches tsé-tsé dans de nombreux endroits donnera lieu à la validation de mesures de lutte supplémentaires. Ces dernières ont déjà fait leurs preuves pour ce qui est de l'entretien des pièges et des retombées positives à long terme de la réduction des mouches et de réduire l'incidence de la maladie; elles ont eu pour conséquence de mettre fin à la migration des populations et de profiter aux ruraux pauvres du point de vue économique. Le programme de recherche inclura une évaluation, menée avec l'aide des communautés rurales, du risque de réinfestation ainsi que des avantages issus de la diversification des cultures et de l'achat d'espèces trypanotolérantes. On cherchera avant tout le moyen de prolonger les résultats au-delà de la fin du projet. Les enseignements tirés de la pratique permettront de définir des critères d'évaluation pour l'adoption, le financement et la gestion d'autres tests et programmes de lutte contre la trypanosomiase.

Meilleur accès des paysans aux méthodes de lutte et durabilité de l'utilisation de celles-ci

7. Le problème de la mise à disposition des connaissances et des intrants nécessaires à l'utilisation efficace des techniques se pose dans le cadre de plusieurs méthodes de lutte contre la trypanosomiase. C'est pourquoi une nouvelle activité de terrain évaluera les obstacles à la distribution des intrants permettant de lutter contre la maladie, tels les dépôts dorsaux *pour on*, les trypanocides et les pièges. La recherche devrait fournir des solutions concrètes aux obstacles rencontrés par les communautés paysannes et évaluer la structure des systèmes de distribution et les performances des institutions publiques et privées impliquées sur les sites de recherche. L'impact de la lutte contre la trypanosomiase sur la productivité du bétail sera évalué, tout comme les bénéfices économiques et les coûts associés à cette lutte.

8. Nouveauté de la phase II: les résultats et l'impact de l'adoption de méthodes de lutte contre la maladie du sommeil seront projetés à l'échelle du pays, de la région et du continent. Pour cela, on fera la synthèse des enseignements tirés des stratégies appliquées et de leur impact sur les sites de



recherche répartis en Afrique, dans les régions où le FIDA mène ou prévoit des opérations, notamment dans les régions infestées par la mouche tsé-tsé.

Mise au point d'outils d'aide à la décision

9. Une autre activité mise en place par la phase II consistera à mettre au point des outils d'aide à la décision pour permettre aux décideurs de fixer des priorités en matière d'utilisation des fonds publics, pour améliorer la durabilité et le financement de la lutte et pour déterminer à l'avance les régions et le moment où le piégeage de la mouche tsé-tsé et les autres mesures de lutte associées seront le plus susceptibles d'avoir l'effet désiré.

III. RESULTATS

10. C'est en assurant une bonne santé animale dans la région qu'on pourra préserver les réalisations de plus d'une cinquantaine de projets d'investissement financés par le FIDA en Afrique subsaharienne, en matière d'élevage principalement. Plus précisément, on espère atteindre, à la fin du projet de trois ans, les résultats suivants (qu'un cadre logistique mis en place en collaboration avec les intéressés permettra de suivre):

:

- a) enraiment de la trypanosomiase par les paysans sur les sites où se déroulent les études de cas (dont les sites des projets du FIDA) et essai des prototypes prometteurs sur certains nouveaux sites accueillant des projets du FIDA;
- b) élaboration de principes directeurs destinés à améliorer l'efficacité, l'adoption, le financement, la gestion et la diffusion de méthodes de lutte contre la maladie dans les régions infestées par la mouche tsé-tsé;
- c) mise au point d'outils d'aide à la décision pour faciliter l'accès des décideurs aux connaissances disponibles les plus approfondies sur la situation socio-économique et sur la durabilité de la lutte contre la trypanosomiase;
- d) renforcement de la collaboration entre l'ILRI et l'ICR, les systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) et les institutions locales compétentes ayant un lien direct avec les communautés paysannes;
- e) approche plus systématique et plus holistique de la lutte contre la trypanosomiase adoptée par les collaborateurs nationaux et régionaux.

IV. ACCORDS DE MISE EN OEUVRE

7. En tant qu'institution exécutrice, l'ILRI assume l'entière responsabilité de toutes les composantes; l'ICR est l'institution partenaire principale et les pays participants sont l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique, l'Ouganda et le Zimbabwe. Le projet sera coordonné par les responsables par le biais d'un comité directeur formé lors de la réunion des parties en janvier 1998. Chaque représentant sera membre du comité directeur et sera chargé des questions juridiques, techniques et organisationnelles du programme dans le pays/site concerné, conformément aux mémoranda d'accord (agréés par le FIDA) conclus entre l'ILRI et chacune des entités. Le Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (CIRDES) et un organisme de recherche financé par l'Union européenne (UE) joueront un rôle clé en Afrique occidentale. Les programmes et donateurs associés seront le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Organisation de



l'unité africaine (IBAR-OUA), l'UE, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme régional de lutte contre la mouche tsé tsé et la trypanosomiase (RTTCP). L'IBAR-OUA et l'ILRI veilleront conjointement à ce que le présent programme et le projet Farming in Tsetse Control Areas of Eastern Africa Project (coordonné par l'IBAR-OUA et financé par l'UE) se complètent et s'appuient l'un l'autre.

V. COUT DU PROGRAMME ET FINANCEMENT

8. Le coût total du programme sur la période de trois ans s'élève à 1,3 million de USD, dont 400 000 (30%) seront débloqués par les instituts de recherche partenaires. Le don de 900 000 USD consenti par le FIDA (70% du total) financera les salaires, l'équipement, les dépenses de recherche, les frais de déplacement, les réunions du comité directeur, les ateliers et la coordination du projet sur la période de trois ans.

**Coût total et plan de financement du programme
(USD)**

Description	Contribution du FIDA			Contribution principale			Total
	ILRI	ICIPE	Total partiel	ILRI	ICIPE	Total partiel	
Personnel scientifique	273 000	109 800	382 800	218 000	30 000	248 000	630 800
Personnel d'appui technique	101 500	41 000	142 500	18 000	20 000	38 000	180 500
Équipement	6 500	-	6 500	5 000	-	5 000	11 500
Dépenses pour la recherche	92 500	23 000	115 500	15 000	10 000	25 000	140 500
Déplacements	39 600	15 500	55 100	7 000	3 000	10 000	65 100
Coordination du projet	45 000	-	45 000	4 000	-	4 000	49 000
Frais supplémentaires d'administration et d'appui technique	111 300	41 300	152 600	60 000	15 750	75 750	228 350
Total	679 400	230 600	900 000	327 000	78 750	405 750	1 305 750





**INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES (IFPRI):
LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR NON AGRICOLE: EXAMEN DES
PROBLEMES ET DES OPTIONS EN ASIE**

I. GENERALITES

1. Le secteur non agricole des pays en développement offre des perspectives importantes de création d'emplois, de moyens d'existence et de revenus pour une main-d'oeuvre rurale dont l'effectif va croissant, et peut contribuer ainsi à la croissance économique et à la réduction générale de la pauvreté. Des études récentes ont montré que de 23 à 50% des revenus totaux des ménages ruraux, dans le monde entier, proviennent de sources non agricoles.

2. Dans la région Asie et Pacifique, le secteur non agricole revêt une importance critique, vu le fort accroissement démographique et les taux élevés de pauvreté, l'exode rural croissant, et la diminution généralisée de la taille des exploitations agricoles et de leur productivité. On peut escompter que le secteur non agricole prendra une importance plus grande encore sous l'effet de la crise financière qui secoue actuellement l'Asie de l'Est, et de ses répercussions sur le reste de la région. Vu les perspectives de croissance relativement médiocres dans la majeure partie de la sous-région pour l'avenir proche, cette situation, à court comme à long terme, risque de provoquer un recul des investissements publics dans les services sociaux, une aggravation du chômage, une baisse des revenus, et une inversion de la tendance des flux migratoires des ruraux pauvres, un retour au pays des travailleurs expatriés qui transféraient une part de leur salaire à leur famille, et la perte des acquis antérieurs de la lutte contre la pauvreté.

II. JUSTIFICATION

3. La situation économique actuelle conduit donc à examiner et à analyser les conséquences de la crise financière asiatique sur les stratégies du FIDA en matière de lutte contre la pauvreté et d'aide aux ruraux pauvres de la région, en particulier dans le secteur non agricole. Il est nécessaire d'évaluer sans attendre les perspectives d'emploi non agricole, en particulier celles qui s'offrent à ceux pour qui la production agricole a cessé d'être une forme viable d'activité économique, et dans le contexte de la non parité des salaires entre les sexes. Il est urgent de repérer et de comprendre l'ampleur de la situation, et notamment d'identifier les nouveaux secteurs ou groupes, tels les femmes et les jeunes, qui seront le plus vraisemblablement affectés dans l'avenir immédiat. L'étude envisagée, qui contribuera à renforcer le portefeuille futur de prêts du FIDA et son orientation émergente vers l'identification de sources de revenu aussi bien agricoles que non agricoles pour les petits exploitants, importe donc au plus haut point. Ce travail sera d'autant plus utile que les projets du FIDA sont de plus en plus localisés dans des agro-écosystèmes marginaux et des environnements à risque pour la production agricole, et doivent donc être à même de générer dans les sous-systèmes de l'économie rurale la capacité d'absorber les nouveaux venus sur le marché du travail; et parallèlement de permettre d'identifier les possibilités de compenser les pertes de revenu des exploitations agricoles imputables à des baisses de production ou à de mauvaises récoltes.

4. Il est par ailleurs indispensable d'étudier de façon plus approfondie quelle a été dans le passé l'efficacité de la stratégie du FIDA dans le secteur non agricole, en particulier pour le développement de la micro-entreprise et de la microfinance, et de confirmer si de nouvelles approches sont



nécessaires pour atteindre les ruraux pauvres, et en particulier les groupes les plus pauvres de cette catégorie. Il est par ailleurs tout aussi opportun de faire l'examen d'une approche qui s'est jusqu'ici fondée exclusivement sur l'activité indépendante. Bien qu'il soit admis que le développement de la micro-entreprise est un moyen concret d'atteindre les pauvres, il n'a pas été fait grand-chose pour systématiser la réflexion, et pour savoir si cette solution est la plus appropriée pour tel ou tel groupe cible particulier, par exemple les paysans sans terre. Comme il est désormais évident que la croissance à elle seule ne fera pas évoluer de manière significative les revenus agricoles des paysans sans terre dans beaucoup des pays où le marché du travail est oligopolistique, il paraît justifié de mettre en oeuvre des programmes spéciaux d'emploi, par exemple dans l'esprit du Plan de garantie d'emploi appliqué dans l'état indien du Maharashtra. Il est donc besoin d'examiner si oui ou non de tels programmes ont leur raison d'être dans les zones rurales, et quel pourrait être le rôle du FIDA dans de telles initiatives. D'autres problèmes, tels que l'efficacité et la durabilité des interventions de microfinancement dans le secteur non agricole, dans le cadre d'une stratégie à long terme d'atténuation de la pauvreté, doivent eux aussi être abordés.

5. Le FIDA a besoin de mieux comprendre la dynamique et le contexte tout entier du secteur rural non agricole, et en quoi les compétences agricoles des travailleurs sans terre peuvent être améliorées. Ainsi l'importance de l'assistance technique et de l'éducation, aussi bien que, sur un pied d'égalité, celle du développement des infrastructures, des moyens de transport et de la communication dans la promotion du secteur non agricole doivent faire l'objet d'un examen plus critique, dans la perspective des groupes de population les plus pauvres. Tous ces problèmes doivent être mieux compris pour que le FIDA puisse donner à ses programmes régionaux de nouvelles orientations et une dynamique renforcée.

6. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont plusieurs années d'expérience dans le secteur non agricole à leur acquis. Vu l'importance et le rôle croissant que le secteur non agricole est appelé à prendre dans la région, il serait utile que le FIDA connaisse mieux les pratiques des ONG de la région en ce qui concerne le secteur non agricole, et puisse en tirer des enseignements.

7. L'IFPRI, qui a fréquemment collaboré avec le FIDA dans le passé, a effectué des recherches systématiques et des analyses empiriques sur le secteur non agricole. L'Institut est donc bien placé pour mener la coordination de l'étude envisagée et pour établir un rapport de situation circonstancié pour le compte du FIDA, en collaboration avec d'autres institutions ou personnalités scientifiques compétentes de la région.

III. LE PROGRAMME PROPOSE

8. Le programme de recherche aura pour objet de faire l'analyse du potentiel de croissance des secteurs non agricole et de l'emploi salarié, en tenant compte en particulier de la transformation des scénarios économiques dans la région. Il devra aussi proposer une gamme d'options et de modalités d'investissement, basées sur l'expérience concrète dans la région, dans la perspective de stratégies d'atténuation de la pauvreté dans le secteur non agricole. L'objectif sera d'atteindre les groupes les plus démunis des zones rurales, en veillant en particulier à la situation des femmes, et de contribuer à façonner les stratégies futures du FIDA pour ce secteur dans la région.

9. Pour appuyer la poursuite de ces objectifs généraux, les activités primaires de recherche viseront à:



- a) trouver dans la région Asie et Pacifique des organisations internationales, des institutions de recherche, des ONG et des experts actifs dans les secteurs non agricole et de la micro-entreprise, et décrire les pratiques innovantes et les faits nouveaux des différents pays, le cas échéant;
- b) évaluer les données d'expérience des projets du FIDA dans la région et les conclusions qui en découlent en ce qui concerne la promotion fructueuse de la micro-entreprise et de l'emploi salarié dans le cadre de programmes de travaux publics. À cet égard, les activités de recherche sur des questions comme la distribution spatiale de l'activité ou la valorisation du capital humain devront être examinées attentivement;
- c) examiner le lien entre les tendances de l'emploi salarié non agricole et leurs effets sur la sécurité alimentaire des ménages, en particulier dans le groupe cible du FIDA, à savoir les ménages ruraux pauvres et les plus démunis, et les femmes tout particulièrement;
- d) compiler les meilleures pratiques en ce qui concerne les stratégies de développement non agricole pour les ruraux pauvres qui se sont révélées novatrices dans l'approche et ont eu un impact significatif dans une zone ou une région particulière d'un pays, et mettre au point des prototypes de modules pour la conception de projets. L'étude se concentrera sur cinq à six pays;
- e) effectuer une analyse régionale et établir un cadre pour guider les activités de prêt futures du FIDA, y compris formuler une gamme d'options permettant d'atteindre les plus pauvres, et rechercher des solutions permettant d'améliorer la conception, l'évaluation de l'impact et la mise en oeuvre de projets dans le secteur non agricole.

IV. DISPOSITIFS DE MISE EN OEUVRE

10. Le travail sera coordonné par l'IFPRI, en collaboration étroite avec d'autres institutions basées dans la région qui ont une expérience confirmée et appropriée du secteur non agricole en général et de la micro-entreprise en particulier. L'IFPRI conclura à cette fin des mémorandums d'accord, agréés par le Fonds, avec les institutions concernées. Le FIDA apportera son concours à l'identification et à la sélection des institutions qui participeront à l'étude. Un comité directeur composé de représentants des organisations concernées et du FIDA suivra l'avancement des recherches. Les résultats finals des recherches seront présentés dans le cadre d'un atelier qui sera organisé à l'intention du personnel du FIDA.

V. COUTS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

11. Le tableau ci-après récapitule les coûts indicatifs de ce programme de recherche, d'une durée d'un an. Dans la mesure du possible, le programme sera mené par des personnes et des institutions basées dans la région. Comme les résultats de la recherche présenteront un intérêt immédiat pour le FIDA, le financement du programme sera entièrement assumé par le Fonds.



Coûts indicatifs du programme (USD)

	USD
1. Atelier régional pour débattre du cadre des recherches (six personnes x 2 500 USD en moyenne par personne)	15 000
2. Identification des institutions de recherche / ONG de la région actives dans le secteur non agricole et description des meilleures pratiques innovantes du secteur non agricole et de la micro-entreprise	140 000
3. Voyages et indemnités de subsistance	5 000
4. Synthèse des analyses	10 000
5. Communications et coordination (12 mois-personne)	50 000
6. Atelier de présentation des résultats à Rome (10 personnes x 2 500 USD en moyenne par personne)	30 000
Total	250 000